

RENDEZ-VOUS SALARIAL FONCTION PUBLIQUE LA CONTINUITÉ DANS LA RIGUEUR BUDGÉTAIRE

Pour **Solidaires**, le rendez-vous salarial du 24 juillet est une nouvelle fois très loin d'être au niveau des attentes des agent-es et de ce qui leur est dû puisqu'aucune mesure générale indiciaire n'est prévue par le toute nouvelle ministre de la *Transformation et fonction publiques* pour l'ensemble de la fonction publique dans ses trois versants :

- gelé depuis des années, le point d'indice ne sera pas revalorisé pour compenser l'inflation, ce qui occasionne une baisse régulière du pouvoir d'achat des fonctionnaires,
- pas d'attribution d'un nombre de points identique à tous et toutes qui viendrait réduire les inégalités,
- et enfin pas de revalorisation des grilles de carrière pour reconnaître les qualifications à leur niveau.

Pire encore, aucune mesure nouvelle n'est avancée. La GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat) est reconduite uniquement pour 2020 et 2021, la compensation de la hausse de la CSG qui devrait être pérenne comme dans le privé n'est pas garantie dans le temps, une indemnité de fin de contrat dans la fonction publique est prévue pour accompagner le développement de la contractualisation là où **Solidaires** revendique des plans de titularisation, enfin des mesurette sont prises en matière d'action sociale (chèque-vacance revalorisé de 5 % en 2021, et alignement sur le privé des tranches de l'aide au maintien à domicile par l'ajout de deux tranches).

Malgré la crise sanitaire qui les a durement exposés et éprouvés, le personnel social et médico-social (des EHPAD de la fonction publique territoriale notamment) se retrouve sans aucune mesure indiciaire de revalorisation salariale et éprouve un profond sentiment d'injustice.

Au-delà de déclarations d'intentions de la ministre, aucune mesure concrète et chiffrée de réduction des inégalités n'est prise, qu'il s'agisse des inégalités territoriales entre catégories ou femmes/hommes (par la revalorisation des carrières des filières féminisées).

Concernant le chantier de la protection sociale complémentaire (PSC) annoncé pour la rentrée, **Solidaires** a revendiqué la participation de l'employeur au financement (comme c'est déjà le cas dans le privé) avec inclusion de mécanismes de solidarité entre revenus et générations. Par ailleurs, **Solidaires** rejette par avance la prise en charge éventuelle du jour de carence par la PSC au lieu et place des employeurs publics. Ceux-ci doivent assumer leurs responsabilités à l'instar du secteur privé où deux tiers des employeurs prennent en charge et compensent financièrement le mécanisme de jour de carence.

Bref, pas de vraie politique salariale du gouvernement pour reconnaître l'engagement des agent-es qui remplissent quotidiennement leurs missions de services publics récemment mis en visibilité lors de la crise sanitaire et sociale liée à la Covid-19!